

L'ÉCOLE EMANCIPEE, **REVUE PEDAGOGIQUE** **D'UNE FEDERATION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE** **DANS L'ENSEIGNEMENT (1910-1935)**

I De l'émergence du syndicalisme enseignant à la fondation de l'École Emancipée

L'École Émancipée est née en 1910. Son histoire est celle de l'organisation des enseignants pour défendre leurs intérêts matériels et moraux, pour mettre en place et étudier les conditions de possibilité d'une autre éducation dans une autre société - coopératives et socialistes. Ce sont les instituteurs qui sont les acteurs de ces premiers pas du syndicalisme dans l'éducation.

Pour voir sur quelle base a été fondée *L'École Émancipée* il va d'abord falloir regarder sa préhistoire. Ensuite on devra chercher ce qu'étaient les amicales et comment en ont émergés les premiers syndicats d'instituteurs et leur fédération. On devra aussi étudier les revues dont elle s'est inspirée pour préciser enfin à quoi elle a pu ressembler à sa création.

1) Les premiers essais de syndicats d'instituteurs

Un des premiers groupements de revendication sociale et de transformation pédagogique s'est constitué autour d'une revue : *L'Écho des Instituteurs*, à l'instigation de Louis-Arsène Meunier. Les instituteurs étaient alors très mal payés et sous la stricte domination du curé, du maire et autres notables. Il a vécu de 1845 à 1850 et fut victime de la répression gouvernementale qui s'est abattue sur les instigateurs de la révolution de 1848, censée avoir été influencée par les instituteurs. Les articles écrits ont été jugé subversifs.

La première organisation qui prend le nom de syndicat est créée par Marie Bonneval en 1872. Sa vie sera courte.

2) Les amicales

Ce sera la Troisième République qui va favoriser l'émergence d'associations, d'unions des instituteurs. Elle avait en effet besoin d'une armée de propagandistes qui convainquent de son bien fondé, qui la stabilise dans un 19^{ème} siècle où alternent Empire, royauté et démocratie parlementaire. Ce sont les fameux "hussards noirs". Ces associations sont purement scolaires : cercles pédagogiques, union d'anciens de telle ou telle école et surtout amicales. Elles sont sous le patronage du gouvernement et servent à propager les idées républicaines face aux visées cléricales. Certains ont voulu néanmoins profiter de la loi Waldeck-Rousseau de 1884 pour leur donner une forme syndicale. Mais la circulaire Spuller de 1884 interdit le syndicalisme aux fonctionnaires. Des amicales exercent néanmoins des fonctions qui lui sont naturellement dévolues. Le Congrès amicaliste de Paris (1900) énonce par exemple : "*L'Amicale est une société de perfectionnement pédagogique et de défense professionnelle et matérielle de ses membres*".

Elles restent cependant sous l'étroite dépendance des autorités administratives, de couleur républicaine. Leur Congrès de 1903 à Marseille se déroule sous l'égide du président du Conseil Émile Combes, même s'il y est entonné *L'Internationale*. Leurs modes d'action sont les requêtes, les démarches respectueuses envers les pouvoirs publics. Elles cherchent le concours des chefs. Des instituteurs influencés par les idées socialistes, libertaires, vont se grouper après ce congrès

autour d'une association "L'Émancipation de l'Instituteur" et vont éditer un bulletin mensuel du même nom. Ils s'occupent spécifiquement dans les amicales de défendre les "adjoints" (ou les directeurs sans adjoint, instituteurs d'écoles rurales à une classe) contre l'arbitraire du pouvoir des directeurs de l'époque et plus globalement des autorités administratives. Ce que ne faisaient pas les amicales qui visaient la communauté d'intérêt à tous les niveaux de la hiérarchie de l'Instruction publique.

Divers groupement de même genre se créent, qui vont s'implanter surtout dans les bastions ouvriers ou cléricaux (pour s'organiser face à des dignitaires religieux intolérants). Ils vont se fédérer en une Fédération Nationale des Instituteurs et Institutrices de France.

3) Les premiers syndicats et la FNSI

Ils vont peu à peu se transformer en syndicats. D'autres associations telles que les cercles pédagogiques opèrent en même temps de manière similaire. Le cercle pédagogique du Var sera ainsi le premier à devenir en 1904 le Syndicat des Instituteurs du Var. Son siège s'est établi à la Bourse du travail de Toulon. La FNI intègre la plupart de ces structures et change de nom. Elle s'appelle dès 1905 Fédération Nationale des Syndicats d' Instituteurs et Institutrices publics de France et des Colonies : la F.N.S.I.

Le syndicalisme des fonctionnaires est encore interdit. La fédération tiendra bon jusqu'à la légalisation au début des années 20, non sans subir la répression. Dans ces premières années plusieurs de ses militants seront sanctionnés pour faits syndicaux. L'administration ira jusqu'à la révocation comme pour le secrétaire fédéral Marius Nègre.

Elle continue à lutter contre l'arbitraire des pouvoirs hiérarchiques (pour le corps unique, contre les promotions, pour l'égalité des traitements etc.), se bat pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et se préoccupe de plus en plus des questions pédagogiques.

Mais ce qui semble le plus provoquer l'ire des autorités est l'intégration progressive des instituteurs syndicalistes à la CGT. La confédération et ses Bourses du travail sont alors révolutionnaires et anticapitalistes, indépendantes des partis et du pouvoir politique. On a du mal à s'imaginer aujourd'hui la terreur qu'inspirait à la bourgeoisie cette organisation.

Qu'ont fait ces militants enseignants à la CGT ? L'affiliation officielle a été compliquée à cause des sanctions de l'État. Mais pour des syndicalistes de l'époque plus que les papiers officiels, ils se voulaient pratiquer "l'action directe". Pour des travailleurs de l'enseignement, en quoi consistait-elle ? Pas en la grève puisque tous n'étaient pas persuadés que dans le cadre de l'éducation elle ait un sens et une utilité. Certains écrivent que dans le cadre d'une grève générale ouvrière le rôle des instituteurs syndiqués est de garder les enfants pour que les révolutionnaires ne soient pas gênés par leur progéniture.

"L'action directe" consiste dans la pratique d'une éducation en faveur de la classe ouvrière ! Les syndicalistes critiquent des valeurs capitalistes transmises par l'école républicaine officielle. Ce n'est pas l'État qui doit décider de la manière qu'il faut enseigner aux membres de la classe ouvrière, ce sont les travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi les instituteurs syndicalistes vont tenter de mettre en place des congrès mixtes - ouvriers et enseignants - et des enquêtes auprès de la classe ouvrière organisée pour savoir comment enseigner d'une manière qui soit favorable à l'émancipation du peuple.

Il était même question, pour certains dirigeants de la CGT comme Yvetot, de fonder des écoles syndicales, dépendantes des Bourses du travail, où des instituteurs révoqués (à cause d'activités syndicales) dispenseraient un contre-enseignement syndicaliste révolutionnaire. Cette idée ne sera jamais réalisée pour des questions matérielles et parce que les syndicalistes enseignants pensent que le combat peut être mené à l'intérieur de l'école laïque pour établir cette éducation. C'est dans ce cadre qu'elle prend d'ailleurs la décision de fonder une revue pédagogique : *L'École Émancipée*, conçue par et pour les instituteurs.

Ils se sont inspirés pour se faire de deux revues : la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* ainsi que *L'École Rénovée*.

4) Les revues pédagogiques dont s'est inspirée *L'École Emancipée*

La *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* était d'orientation plutôt socialiste. Les auteurs étaient rétribués. Jaurès y écrivait régulièrement. Elle était lue par les instituteurs syndiqués (quelques-uns y écrivaient même des articles). Ils se sont inspirés de ses différentes rubriques pour mettre au point le squelette de *L'École Emancipée* : rubrique sociale, corporative, scolaire, etc.

L'École Rénovée est une revue pédagogique fondée par le pédagogue anarchiste espagnol Francisco Ferrer. Elle est dans le sillage de la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance. Elle a existé de 1908 à 1909. Les articles y traitent surtout d'éducation moderne mais s'occupent aussi de questions de revendications syndicales. Albert Thierry y écrit beaucoup d'articles. L'équipe de cette revue se retrouvera presque entièrement dans *L'École Emancipée* qui en est l'héritière directe et qui a même failli s'appeler *École Rénovée* !

5) La fondation de *L'École Emancipée*

C'est à la fin du Congrès d'Angers (1910) de la F.N.S.I. qu'est discutée et acceptée la fondation d'une revue pédagogique prise en charge par une coopérative. Elle prendra le nom d'*École Emancipée*. Elle devra informer des questions de politique générale, des problèmes corporatifs et des théories pédagogiques. Une rubrique intitulée "Vie scolaire" est mise en place sous la forme d'une sorte de cahier détachable où se trouvent des cours préparés par des enseignants syndicalistes et mis en œuvre dans leur classe. Ils peuvent servir directement les collègues.

Cette mutualisation des cours est une "action directe" qui doit favoriser une éducation active et nouvelle en faveur des classes populaires. L'émancipation de l'éducation doit être l'œuvre des éducateurs eux-mêmes ! L'idée est de former des travailleurs de l'enseignement conscients des enjeux sociaux, œuvrant à la solidarité revendicative pour de meilleures conditions de travail et réfléchissant à leur métier de manière à se perfectionner professionnellement, en mettant en place une éducation coopérative en faveur des dominés.

Sa gestion est confiée à des membres du syndicat des Bouches-du-Rhône. Pour trouver des abonnés, le premier numéro qui sort pour la rentrée en octobre 1910, est tiré à plusieurs milliers d'exemplaires et envoyé massivement : syndiqués, bureau des amicales, presse progressiste, etc. Quelques centaines de personnes s'abonnent dans un premier temps.

Le pari qu'était le lancement de cette revue est gagné puisqu'elle compte des héritiers directs encore 100 ans après et que le syndicalisme-révolutionnaire, de lutte et de coopération dans l'enseignement continue à semer ses graines de révoltes, de réflexions pédagogiques et de pratiques d'émancipation sociale.

II *L'École Emancipée*, une revue pédagogique et révolutionnaire dans la tourmente (1910-1922)

*Les années situées entre 1910 à 1922 ont vu *L'École Emancipée* naître et se développer dans un contexte de répression féroce, de guerres, de révolutions et de mouvements sociaux très durs. On a du mal à imaginer ce qu'ont coûté de luttes, de larmes, d'énergie, des droits qui peuvent nous paraissent évidents aujourd'hui. Des générations de syndicalistes, surtout révolutionnaires, ont mené des combats qui ont porté leur fruit. Le simple droit de se syndiquer pour les fonctionnaires n'a été acquis qu'au début des années 20 !*

Regardons plus précisément ce qu'ont été premières années de cette revue dont l'histoire est indissociable de la fédération syndicale dont elle était l'organe principal. Elles ont été très riches en événements politiques d'importance.

1) 1910-1914 : dès le début, le choix affirmé de positions révolutionnaires, féministes et antimilitariste

L'École Émancipée avait comme projet et sous-titre d'être une revue pédagogique. Elle comportait beaucoup de pages sur la pédagogie (plus que certaines revues pédagogiques de référence de l'époque). Pour les militants révolutionnaires enseignants d'alors, l'action directe syndicaliste était avant tout l'exercice d'un enseignement en faveur de l'action de transformation sociale des classes populaires. Elle consistait plus à éduquer de manière socialiste qu'à organiser des grèves et des actions. Sa rubrique de mutualisation des cours intitulée "vie scolaire" était conséquente et renommée.

Transformation sociale

Mais la revue avait aussi comme fonction, à l'instar de *La Vie Ouvrière* fondée un an auparavant par Monatte et ses compagnons syndicalistes-révolutionnaires, de former des militants syndicalistes conscients des enjeux sociaux, économiques et corporatifs contemporains, et des activistes convaincus par les idées révolutionnaires et émancipatrices. L'idée est que la formation des adhérents est fondamentale pour gagner des luttes revendicatives, comme pour préparer la gestion de la société future envisagée et souhaitée.

La revue est née à l'occasion d'un congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs en 1910. Elle est devenue son organe officiel en 1912 à l'occasion d'un autre congrès, celui de Chambéry. Le mandat de gestion et d'animation a été confié au syndicat des Bouches-du-Rhône avec des militants comme Audoye ou Bezot.

On ne peut suivre la vie de *L'École Émancipée* sans s'attacher à la fédération dont elle est un périodique. Cette organisation syndicale est marquée dans sa chair dans ces années 1910-1914 par deux positionnements idéologiques qui la marquent au fer rouge : le féminisme et surtout le refus du militarisme, briseur de grève.

Féminisme et antimilitarisme

La FNSI a été pionnière en matière de revendication et d'organisation en faveur des droits des femmes, non sans parfois quelques résistances. Au congrès de Marseille de 1911 l'égalité entre les hommes et les femmes est traitée sous plusieurs angles. L'intervention de Marie Vidal marque les esprits. Elle propose que les syndicats se pourvoient de comités féministes. Le 15 août 1912, à l'occasion du Congrès de Chambéry de la FNSI, une "journée du féminisme", selon *L'École Émancipée*, se déroule avec trois réunions qui se suivent : la première sur l'élaboration d'un programme d'action féministe, la deuxième sur l'égalité de salaire entre les sexes, et la troisième sur le féminisme intégral ainsi que ses rapports avec les combats de classe. En 1911 une rubrique consacrée aux revendications des femmes a été créée dans *L'École Émancipée* : la "Tribune féministe". On peut relever que la revendication d'égalité de traitement entre instituteurs et institutrices est considérée comme des plus importantes. Elle ne sera acquise qu'en 1919, après la guerre où les femmes furent relativement nombreuses à travailler pendant que les hommes étaient au front.

L'année 1912 sera marquée par le Congrès de Chambéry qui fit scandale. La motion dite du "sou du soldat" - votée majoritairement – provoque l'ire de la presse et des autorités bourgeoises, puis une répression administrative considérable envers les syndiqués enseignants. L'idée est pourtant en apparence anodine. Il s'agit en effet d'envoyer un pécule de solidarité au salarié envoyé sous les drapeaux. L'idée a une claire connotation de défiance envers l'institution militaire. Il faut empêcher que l'armée attaque des grévistes comme ce fut le cas en ce début du XX^{ème} siècle. La CGT s'est questionnée : comment se fait-il que des éléments du peuple qui ont tendance à se révolter contre leurs conditions de travail, oublient leur condition de salarié quand ils sont à l'armée, pour tirer contre leurs frères de classe ? C'est qu'ils sont victimes de la propagande intensive de l'État dans son

institution militariste. Pour pallier à cela l'organisation syndicale doit se rappeler à la mémoire des appelés, leur montrer qu'elle ne les oublie pas. Elle lui montre sa solidarité en lui envoyant un sou, souvent accompagné souvent d'un journal syndical, d'un tract ou autre outil de contre-propagande. Ainsi le salarié ne doit pas oublier ses devoirs de solidarité de classe, et se doit de se sentir avant tout un travailleur organisé même s'il porte un uniforme. Cette pratique existait déjà dans plusieurs des Bourses du travail.

Ce type d'antimilitarisme déployé tant au niveau social que pédagogique, explique quelque peu l'attitude de la fédération et de sa revue pendant le premier conflit mondial.

2) 1914- 1918 : pacifisme et internationalisme, quand le syndicalisme des instituteurs sauve l'honneur du mouvement ouvrier

Les organisations ouvrières, dont la CGT et la SFIO, se sont activées pour la paix quand elle existait. Mais, dès l'ouverture des hostilités, elles ont sombré dans la collaboration de classes pour la victoire militaire française. On peut dire que le syndicalisme enseignant a sauvé l'honneur du mouvement social de cette période. Au sein de la CGT, la fédération de la métallurgie, avec son dirigeant Merrheim, a milité pendant la guerre pour l'arrêt des combats mais a fini par rallier la majorité confédérale avant la fin du conflit. Les militants cégétistes instituteurs ont, par contre, maintenu envers et contre tout leur positionnement internationaliste entre 1914 et 1918.

Des décisions ont pourtant été difficiles à prendre et ont parfois impliqué une certaine confusion. Le déclenchement de la boucherie a déclenché un engouement national qui n'a pas été sans toucher la fédération. Sa direction a même été belliciste. Les débats furent vifs en interne. Sa première réunion fédérale a donné néanmoins la majorité aux pacifistes. Elle a mandaté Hélène Brion, secrétaire fédérale pro-guerre, pour défendre le point de vue internationaliste au niveau confédéral. Elle va le faire et va devenir rapidement pacifiste. Elle sera même poursuivie à ce titre.

Interdictions et censure

D'ailleurs la censure s'acharne rapidement sur *L'École Émancipée* qui ose refuser la guerre quand l'ennemi s'apprête à égorger les petits Gaulois... La revue est interdite rapidement par arrêté du 24 octobre pour avoir : "1. Dans ses numéros 1, 2 et 3 inséré des articles de nature à exercer sur l'esprit des instituteurs des idées d'internationalisme évident ; 2. Dans son numéro 4 publié un article nettement hostile à la Commission de Censure de Marseille instituée par ordre de M. le Ministre de la guerre ; 3. Pour ne pas avoir tenu compte des observations qui furent faites aux rédacteurs de cette revue par la Commission de censure elle-même qui en a référé à Monsieur l'Inspecteur d'Académie de Marseille d'avoir à changer l'esprit de ce périodique" (extrait tiré de l'arrêté de suspension).

Elle reparait en se servant de son titre pour se jouer de la censure. Elle s'est d'abord appelée *L'École* avec un gros blanc à la suite de ce titre pour bien montrer que la suite, *Émancipée*, a été effacé par les autorités. Mais une revue catholique avait déjà publié sous ce nom, à cause de quoi elle a dû encore changer de titre quelques mois plus tard. Elle s'appelle alors *L'École de la Fédération*, pour finalement retrouver son nom originel en 1919. Pour les militants il s'est néanmoins toujours agi de *L'École Émancipée* malgré les péripéties judiciaires et les changements d'appellation qu'elles ont produites.

Elle a contribué à faire de la propagande contre la guerre mais, pour contourner la censure, a dû user de subterfuges comme la parodie. Un débat a lieu en son sein : est-ce que la minorité de la fédération peut y écrire des articles en faveur de la guerre ou doit-elle subir des refus d'insertion ? Les pro-guerre comme les anti-censure systématiques, tels le couple Mayoux, considéraient qu'à refuser de publier des textes militaristes, *L'École Émancipée* se mettait au niveau de la censure d'État. La majorité des militants a considéré que la propagande en faveur de la guerre étant omniprésente dans les médias, il était du devoir de la revue pédagogique de ne pas en rajouter et d'être une voix complètement dissidente. Elle a ainsi gardé consciemment et de manière volontariste

une position pacifiste tout au long du conflit. Beaucoup de ses feuillets ont été blanchis par la censure officielle.

L'internationalisme contre la guerre

La FNSI a vu ses activités diminuées du fait de la répression, mais pas arrêtées. Ses congrès furent interdits mais ont pu quand même avoir lieu grâce à des subterfuges. Quand les policiers interdisaient aux congressistes d'entrer dans leurs locaux, ils s'en allaient dans des cafés, voire dans une salle du Parlement qu'un député ami leur avait mise à disposition - dans l'ancre du loup ! Elle a indirectement participé aux réunions internationales contre la guerre. En effet, elle a donné son mandat à Merrheim de la fédération cégétiste des métaux de la représenter à la conférence internationale ouvrière contre la guerre de Zimmerwald en Suisse, qui s'est déroulée du 5 au 8 septembre 1915. À la suite de cette réunion est fondé en France un "Comité pour la reprise des relations internationales" où s'investiront beaucoup Brion et Loriot, deux des militants les plus actifs de la FNSI. Le compte-rendu de cette conférence pour *L'École de la Fédération* est supprimé par la censure.

La deuxième conférence a eu lieu à Kienthal, en Suisse aussi. La fédération de l'enseignement délègue François Mayoux pour la représenter, mais il n'a pas pu obtenir de passeport des autorités. Elle donne alors mandat à quatre personnes : trois députés enseignants et syndicalistes (Brizon, Raffin-Dugens et Blanc) et un militant révolutionnaire français habitant en Suisse (Guilbeaux). Un compte-rendu passe cette fois dans *L'École de la Fédération* mais sous forme d'extraits d'un journal socialiste italien.

En plus de ces activités d'opposition à la guerre, les militants ont continué à agir pour le relèvement et l'égalité des traitements, contre l'arbitraire administratif. La FNSI a perpétué ses œuvres revendicatives et pédagogiques. La répression s'est acharnée sur les militants : envois en première ligne, révocations, déplacements d'office etc. Ils n'étaient pas au bout de leurs peines, mais leur combativité n'est pas entamée. Ils entrevoient d'ailleurs une lueur à l'Est. La révolution russe enthousiasme et emplit d'espoir la plupart d'entre eux. L'après-guerre allait être très chaud.

3) 1918-1922 : unité et scissions, le syndicalisme entre mouvements sociaux et recompositions

La fin de la guerre sera un soulagement mais les conditions de vie sont très difficiles. Des grèves très dures éclatent notamment dans la métallurgie... elles sont souvent impulsées par des révolutionnaires. Les syndicalistes de l'éducation ne débrayent pas mais font œuvre de solidarité avec les grévistes. Le dégoût de la guerre, le prestige de la révolution russe, et le manque de combativité de la direction de la CGT, augmentent le poids des révolutionnaires dans le mouvement ouvrier.

Au niveau politique la SFIO, Section Française de l'Internationale Ouvrière, s'est scindée au congrès de Tours en décembre 1920. Les minoritaires, plutôt sociaux-démocrates, ont gardé le nom. Les majoritaires, adeptes des bolchéviques, fondent la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste), le futur Parti Communiste Français. Au niveau syndical, la direction de la CGT reste réformiste mais les révolutionnaires sont de plus en plus nombreux en son sein et sont près de détenir la majorité.

Création de la CGT-U

Face à cette atmosphère sociale explosive, l'État et les réformistes sont déterminés à se défendre. La répression fait rage. Énormément de fonctionnaires sont révoqués pour faits de grève ou engagement syndical. Plusieurs dizaines d'enseignants perdent ainsi leur travail. Louis Bouët, par exemple, subit cette sanction pour le motif d'absence injustifiée. En tant que secrétaire fédéral, il s'est en effet absenté un jour pour représenter son organisation à une réunion de la CGT sans que

l'administration ne l'y ait autorisé. Des condamnations judiciaires pleuvent aussi sur les militants. Les syndicalistes réformistes tenteront les exclusions et les scissions au niveau confédéral. Ils favoriseront dans le secteur de l'enseignement la fusion entre les Amicales et les Syndicats. Pour éviter que la CGT ne devienne révolutionnaire, ils valoriseront l'exclusion les unes après les autres de minorités révolutionnaires décidées par des fédérations ou unions territoriales confédérées. Les syndicalistes de lutte de classe se voient ainsi empêcher de conquérir la majorité de l'organisation. Les révolutionnaires exigèrent la réintégration des exclus et s'organisent en Comités Syndicalistes Révolutionnaires pour résister à ces manœuvres. Ils convoquent un congrès syndical unitaire avec toutes les structures syndicales, tous les syndiqués, en invitant tant les confédérés que les exclus. Le bureau confédéral dénonce ces CSR comme des adeptes du noyautage et condamne ce congrès en menant d'exclusion ses participants. Il a bien lieu et acte la naissance de la CGT U (Confédération Générale du Travail – Unitaire), qui a ainsi regroupé les révolutionnaires. La CGT maintenue a rallié les réformistes. Les premiers ont été appelés les "unitaires", les seconds les "confédérés". Cette scission va durer 14 ans au niveau confédéral (de 1922 à 1936).

La majorité des syndicalistes enseignants se sont investis pour que les CGT soit unie et combattive. Ils sont beaucoup à s'être engagés dans les CSR dont Marie Guillot (la "grande Marie" est une très belle figure du mouvement ouvrier) sera une des fers de lance. La fédération de l'enseignement, véritable héritière du syndicalisme originel, se nommera désormais la Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE). C'est elle qui gardera comme revue *L'École Émancipée*.

Amicales ou fédération ?

La fédération a d'ailleurs eu quelques difficultés à se maintenir. Elle était en effet gênante pour les sociaux-démocrates, qui ont comme idée de l'absorber pour la tuer et lui faire perdre de son mordant revendicatif. Ils vont se servir des Amicales d'instituteurs qui groupent la majeure partie des instituteurs. Elles étaient souvent prêtes à tous les aux compromis avec la hiérarchie, et refusaient avant guerre de s'unir avec les classe ouvrière organisée.

La CGT s'étant amollie et le droit syndical étant à portée de vue, les Amicales pensent se transformer en syndicat et adhérer à la confédération ouvrière. Seulement la fédération officielle, reconnue statutairement, de la CGT était la Fédération de l'enseignement révolutionnaire. Les "amicalistes" proposèrent les syndicalistes enseignants de fusionner avec eux. Ils sont soutenus en cela par la direction de la CGT, car cette absorption des syndicats originels par les Amicales renforcerait le pôle réformiste en son sein. Elle noierait les syndicalistes combatifs dans un amas réformiste d'où ne pourrait sortir aucune action un tant soit peu virulente. Les militants syndicaux de la première heure ont pour la plupart vu le danger et refusé cette combine camouflée sous le prétexte de l'unité corporative. Ils ont mené un véritable combat contre ces agissements. Cette fusion entre les amicales et les syndicats d'enseignements va être un débat d'importance dans le milieu des enseignants organisés pendant les quatre années qui suivent la guerre

Des solutions intermédiaires, des compromis se font même jour, comme des doubles encartages, des syndicats généraux avec les deux cartes et non encartés. Dans la majorité des cas les syndicats enseignants acceptent les adhésions d'individus issus d'amicales mais pas d'amicales entières. Devant ce refus, la fédération des amicales se transforme en Syndicat National (SN), et demande à entrer à la CGT en passant par l'adhésion à la fédération des fonctionnaires à majorité réformiste. La scission confédérale clarifiera les choses. La Fédération de l'enseignement choisissant naturellement l'organisation révolutionnaire. La voie est alors libre à la CGT pour le SN. Dès lors deux organisations vont se concurrencer sur le champ syndical enseignant : le SN pour les réformistes, la Fédération unitaire de l'enseignement pour les révolutionnaires (de toutes tendances, communistes ou syndicalistes révolutionnaires).

Naissance de la fédération d'industrie

Entre-temps, en 1919, au congrès fédéral de Tours, s'est produit un changement important : la FNSI

- Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs - s'est transformée en Fédération des Syndicats des Membres de l'Enseignement Laïque. Il ne s'agit pas d'un simple changement de dénomination mais bien d'une réforme de structure. La fédération syndicale enseignante qui n'avait vocation qu'à syndiquer les instituteurs s'érige en véritable fédération d'industrie qui se doit d'organiser tous les travailleurs de l'éducation. Certains professeurs du secondaire ont déjà adhéré à la FNSI. Mais cette fois-ci la fédération se donne les moyens de développer un véritable travail corporatif avec les enseignants du second degré et du "troisième degré" (le supérieur). Le syndicat départemental inter catégoriel est le noyau, la cellule de l'organisation - sa direction véritable. Il peut se doter de comités d'étude spécifiques aux différentes catégories, qui peuvent se fédérer nationalement et se pourvoir de bulletins spécifiques. C'est la naissance de la fédération d'industrie dans l'éducation. Elle a vécu de 1919 à 1935 dans ce cadre.

Dans ces années d'après-guerre marquées par une atmosphère de conflagration sociale, dans ces luttes incessantes au sein du mouvement ouvrier, les syndicalistes continuent leurs travaux pédagogiques, leur militance corporative et sociale. Tout ce qui fait le travail d'implantation d'un syndicalisme de transformation sociale.

III 1922-1935 : de la CGT-unitaire vers la CGT unifiée. L'École Émancipée revue de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

En 1922 la scission syndicale était consommée (voir L'Émancipation, Notre centenaire, février 2010). D'un côté, la CGT réformatrice, avec le Syndicat National (S.N) comme principal syndicat enseignant. De l'autre, la CGT U (U pour unitaire), révolutionnaire, qui a comme champ de syndicalisation pour l'éducation la Fédération Unitaire de l'Enseignement (F.U.E). L'École Émancipée est la revue de cette fédération. Elle est la voix d'une organisation enseignante qui milite clairement pour la révolution sociale entre 1922 et 1935 - date de l'unification syndicale dans l'éducation.

Le communisme influera très rapidement de manière décisive la CGTU. Il sera forcé au début de faire des compromis avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire français, empreinte d'autonomie ouvrière. Le stalinisme finira par rompre avec cette anomalie en contradiction avec la théorie léniniste du syndicat comme terre de mission du parti politique. Nous allons voir comment les militantEs enseignantEs ont tenté de lier la tradition syndicaliste révolutionnaire d'où ils sont issus avec le communisme, et à quels conflits cela a mené.

1922-1935, c'est l'entre-deux-guerres, 4 ans après le premier conflit mondial, 4 ans avant le second, avec au milieu la catastrophique crise financière de 1929. C'est une période d'accalmie militaire, en France tout du moins. La nervosité sociale d'après guerre s'est calmée et la fébrilité de l'avant guerre ne fait que faiblement sentir ses effets. Pour ce qui est des revendications, elles n'innovent guère à cette époque, même si elles sont plus finement formulées. Par contre c'est dans les moyens de les mettre en œuvre qu'un saut qualitatif est franchi.

Le syndicalisme va avoir le temps de construire. C'est très visible dans le domaine pédagogique. Nous parlerons d'abord des évolutions idéologiques et des tendances de la FUE, ensuite de ses revendications et actions, combats corporatifs pour enfin s'attacher à ses œuvres pédagogiques.

1) Le syndicalisme révolutionnaire est-il soluble dans le communisme ?

En 1922 quand la Fédération de l'Enseignement adhère à la CGTU, la révolution russe fait l'enthousiasme de la quasi totalité des militantEs. Après le Congrès de Tours, beaucoup de dirigeantEs adhèrent à la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste). Cette

organisation politique fait souvent appel à eux pour établir son programme revendicatif, écrire dans sa propre presse etc. et pendant un certain temps il semble que ce soit, à l'inverse de la théorie léniniste, plutôt elle qui ait été la courroie de transmission du syndicat. Mais les choses vont commencer à se gâter quand le parti communiste, conformément à sa doctrine bolchévique, demande à ses militantEs de constituer des fractions communistes dans les syndicats pour les contrôler. Cet ordre a du mal à passer chez les enseignantEs communistes. La plupart, comme les dirigeants fédéraux et communistes convaincus - Bouët, Dommanget ou Rollo - s'y plie néanmoins (de plus ou moins bon gré). Une petite minorité s'y refuse tel le couple Mayoux.

Les syndicalistes-révolutionnaires, comme Guillot, Cornec ou Thomas, attachéEs à l'indépendance syndicale, sont scandaliséEs. Ils et elles vont former la tendance minoritaire fidèle à la Charte d'Amiens. La FUE est ainsi constituée jusqu'à la fin des années 20 d'une majorité communiste, qui accepte théoriquement la direction du parti, et une minorité syndicaliste-révolutionnaire qui constitue la "Ligue Syndicaliste" et édite son propre bulletin "*L'Action Syndicaliste*". C'est également à cette époque que Pierre Monatte crée *La révolution prolétarienne* qui a tenu un grand rôle dans le débat de l'époque et à laquelle de nombreuses plumes de L'École Émancipée contribueront.

Il est cependant nécessaire de nuancer le rôle directeur du parti dans les premières années de la Fédération car, de fait, il laisse beaucoup de marge de manœuvre aux militantEs syndicaux/ales enseignantEs... à tel point que l'on pourrait parler d'une pratique syndicaliste révolutionnaire dans une FUE... à direction communiste !

L'irruption des directives staliniennes et ses conséquences

A la fin des années 20 les choses vont changer. L'Internationale communiste va sommer les dirigeants syndicaux enseignants de se soumettre à la politique dictée par le parti. Il s'agit du tournant dit ultra gauche du PC "*Classe contre classe*". Cela consiste à considérer, de manière très sectaire, que tout ce qui n'est pas du PCF ou de sa zone d'influence est dans le camp de la bourgeoisie et donc ennemi, sans aucune nuance. Dans l'organisation chacunE doit obéissance au chef sous peine de se voir accuser de travers bourgeois. Les socialistes étaient traités de "*sociaux traîtres*", les communistes dissidents de "*renégats*", les syndicalistes-révolutionnaires d' "*anarcho-réformistes*", etc.

C'en fut trop pour les dirigeantEs historiques de la FUE qui se refusèrent à appliquer les directives des dirigeants staliniens et furent somméEs à partir de 1929 de choisir entre le parti et leurs idéaux. DemeuréEs fidèles à leurs idées, certes communistes, mais ouvertes et tolérantes, ils/elles furent alors excluEs ou démissionnèrent. La tendance communiste s'est alors scindée. La majorité restante de la FUE s'est appelée la "Majorité Fédérale", d'orientation communiste mais critique et antistalinienne.

Les communistes staliniens se sont dénommés la MOR - Minorité Ouvrière Révolutionnaire (parfois aussi majorité confédérale car ils ont réussi à prendre la direction de la CGTU et à lui faire accepter ses tournants et revirements). La vieille minorité fidèle à la Charte d'Amiens continue d'exister et constitue sur ces bases la 3ème tendance pour un syndicalisme de masse et de classe indépendant des partis politiques. Quels vont être les rapports entre ces trois tendances ? Quelles vont être leurs destinées ?

Des affrontements internes très violents

Les pratiques staliniennes qui se développent au sein de la CGT-U avivent de nouvelles tensions. *L'École Émancipée* devient le fer de lance de l'opposition révolutionnaire antistalinienne dans la CGT U. C'est inacceptable pour les staliniens qui vont mener des attaques extrêmement dures

contre les orientations qui divergent des leurs. Ils n'auront de cesse de les insulter, de leur cracher dessus, au sens propre comme au figuré, les chahutant à coups de slogans, de cris, de quolibets dans les Congrès et réunions diverses. Le travail en commun devient très difficile. Le Congrès de 1930 de Marseille par exemple a vu les contradicteurs du stalinisme traités de "*fascistes, Mussolini, Chiappe...*" ou encore "*salauds, fumiers, gâteux...*". Ils sont soutenus dans cette agitation par la majorité confédérale de la CGTU, qui ne manque pas une occasion de critiquer les minoritaires de la FUE, instituteurs "*petits bourgeois*".

Des tentatives de conciliation pourront sembler avoir lieu mais elles sont tout simplement des moqueries de la part de l'Internationale Communiste. Par exemple l'ISR- Internationale Syndicale Rouge - invite Dommanget, Aulas, Serret et Cornec, certains des principaux dirigeants antistaliniens, en URSS pour discuter. Le gouvernement français leur refuse le passeport nécessaire. Des dirigeants soviétiques leur font alors croire qu'ils peuvent passer par leur filière clandestine habituelle. Seulement ils font exprès de laisser bloquer la délégation à Berlin qui se voit obligée de s'en retourner en France, penaude.

L'unification FGE/FUE à l'intérieur de la CGT

La confédération "unitaire" voit alors fondre ses effectifs du fait de son attitude sectaire. Dans la FUE cela a pour effet de dégoûter du militantisme les moins aguerris, mais aussi de faire quitter l'organisation à beaucoup de syndiqués, comme d'ailleurs les plus gros syndicats, le Finistère et l'Indre, puis plus tard le Morbihan. Ces militants, surtout d'obédience syndicaliste-révolutionnaire, s'en vont très majoritairement au SN-CGT.

La Majorité Fédérale (animée par des communistes critiques antistaliniens) qui tente de maintenir une cohésion et une atmosphère de travail militant, va chercher à s'organiser au niveau confédéral pour changer l'inclination sectaire de la CGTU. Ils/elles fonderont une éphémère "*Opposition Unitaire*" avec d'autres affiliés et structure communistes critiques, notamment des trotskystes.

Les choses vont changer, non pas ou très peu du fait de cette dissidence interne, mais quand l'URSS va prendre conscience de la menace fasciste à son égard. Staline va alors demander aux partis communistes de mener une politique d'alliance antifasciste la plus large possible... jusqu'aux radicaux-socialistes. En France le PCF va jusqu'à réhabiliter la Marseillaise, le drapeau tricolore et la République. De l'ultra gauche, le PCF opère un tournant vers la droite du mouvement ouvrier.

Certains militants sont désemparés, mais la plupart avalent cette nouvelle couleuvre. La Majorité fédérale de la FUE critiquée comme droitiste devient subitement gauchiste ! Elle amène la CGTU à se fondre purement et simplement dans la CGT sous prétexte de l'urgence de l'unité à tout prix. Les émeutes fascistes du 6 février 1934 ont en effet suscité un élan collectif antifasciste qui aboutira en juillet 1934 à la signature d'un pacte d'unité d'action entre les deux partis socialiste et communiste puis à la création du "rassemblement populaire" en octobre 1935. L'aspiration à l'unité étant alors forte dans la classe ouvrière, la FUE s'incline bon gré mal gré. L'unification en fédération a lieu le 27 décembre 1935 entre la FGE de la CGT et la FUE de la CGTU. C'est alors que ***L'École Émancipée* devient l'organe d'une tendance syndicale**, au lieu d'être celui d'une organisation syndicale.

2) L'élaboration de revendications ambitieuses et des méthodes de luttes innovantes

Mais pendant tous ces aléas politiques internes à la FUE, qu'a-t-il été fait en matière de revendication et de lutte ? Si les revendications évoluent peu sur le fond et les objectifs, elles vont s'affiner et se durcir dans tous les domaines, et surtout dans les moyens de leur mise en œuvre.

Pour un traitement unique et contre les hiérarchies

Pour une organisation qui se réclame d'idées égalitaires et de liberté, il est évident que les revendications doivent avoir une physionomie antihiérarchique. En plus de demander le relèvement du traitement, la FUE exige qu'il soit unique et que touTEs les enseignantEs gagnent la même somme "*à travail égal, salaire égal*", peu importe l'âge, le sexe ou les soi disant compétences. Elle demande aussi la péréquation entre les fonctionnaires.

L'État et le patronat créent des hiérarchies intermédiaires de salaire pour diviser, pour casser les solidarités de classe. Les travailleurEs employéEs par l'État doivent être uniEs et solidaires avec le reste du peuple. Il faut donner plus à ceux/celles qui ont le mois pour atteindre une égalité véritable. Il est requis des indemnités pour les postes déshérités. Les enseignantEs révolutionnaires sont évidemment contre les passages aux choix, et ceux/celles des leurs qui en bénéficient doivent reverser le surplus de revenus à une caisse syndicale, ou le redistribuer (des exclusions ont eu lieu pour ceux/celles qui ne l'ont pas fait).

Il est réclamé que les prérogatives du directeur soient dévolues au Conseil des maîtres. Des syndicalistEs luttent contre la direction en refusant de faire classe voire de se faire inspecter en sa présence. Ils/elles s'opposent à ce que les courriers de l'inspection passent par son intermédiaire. Ils/elles combattent aussi contre les taudis scolaires (les écoles comme les logements) et pour la laïcité.

Féminisme, pacifisme, antifascisme, anti colonialisme

Les jeunes réfléchissent à leurs propres axes revendicatifs dans le cadre de groupes et éditent un bulletin encarté dans *L'École Émancipée*, le *Bulletin des groupes de jeunes*. Les professeures du secondaire et du supérieur organisés en comité éditent le *Bulletin des deuxième et troisième degrés* (qui deviendra la revue *L'Université Syndicaliste*). Les questions dites sociales voire sociétales sont aussi à l'honneur, avec une mention spéciale pour l'anti sexisme, les féministes étant organisées dans la FUE en groupes avec leur propre bulletin. La simple propagande pour les idées d'égalité entre les hommes et les femmes a pu être dangereuse. Voir l'affaire du nom de la rédactrice d'un rapport sur "*la maternité, fonction sociale*" dont la publication aboutit en 1927 à l'inculpation de son auteure et de la gérante du Bulletin des groupes féministes. Le non-lieu prononcé par le tribunal correctionnel de Saumur représente une belle victoire syndicale.

Les activistes unitaires réaffirment leur pacifisme et leur antifascisme et participent à ce titre de manière critique aux congrès d'Amsterdam et de Pleyel qui regroupent beaucoup d'organisations et de personnalités en un front social très large. Leur internationalisme se montre notamment par leur dynamisme à fonder et à animer *l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement* (I.T.E) où l'adhésion d'une section d'URSS va rendre les soviétiques extrêmement majoritaires tant elle comporte d'adhérents. L'anticolonialisme se développe avec la syndicalisation de travailleurs immigrés ou étrangers et le développement des sections CGT U dans les colonies.

Toute la fédération a évidemment comme cible à long terme l'égalité sociale et le socialisme par l'intermédiaire de la révolution sociale. Elle est sceptique sur la revendication de l'école unique dont il fut beaucoup question à l'époque. Elle craint que les collèges et lycées qui forment les élites bourgeoises ne prennent certains des meilleurs éléments des milieux populaires pour en faire des traîtres à leur classe. Il est en effet encore possible à l'école primaire d'accentuer leur conscience d'appartenir à la classe ouvrière et à ses combats.

Recherche de moyens d'action innovants vers l'idée de grève enseignante

Les moyens pour atteindre ces objectifs sont bien sûr les outils de propagande traditionnels : tracts, journaux, communiqués de presse (appelés alors "*ordre du jour*"). Mais les jeunes réfléchissent à leurs propres axes revendicatifs dans le cadre de groupes et éditent un bulletin encarté lui aussi dans *L'École Émancipée*. La FUE innove pour ce qui est des moyens d'action qui se veulent de plus en plus radicaux (même si certains nous paraissent parfois aujourd'hui quelque peu dérisoires). Elle a jugé ridicule le mot d'ordre du SN CGT d'abstentions aux conférences pédagogiques (les actuelles animations pédagogiques) qui a d'ailleurs été annulé. Elle va par contre participer à la démission collective des Conseillers Départementaux (ancêtre des commissaires paritaires).

Elle a surtout concouru à un mouvement d'abstention aux commissions d'examen de mai-juin 1931, qui échoue car le gouvernement trouve assez de jaunes. Le 20 février 1933 le SN-CGT décide d'un retard d'une demi-heure. La FUE critique ce qu'elle considère comme un simulacre de grève et dit préférer un vrai débrayage. Une circulaire fédérale, controversée en interne, demande néanmoins à y participer. Ces luttes se font principalement contre le gel des salaires et des embauches décidé par l'Etat en réponse à la crise financière.

La FUE a propagé l'idée de grève enseignante avant qu'elle ne passe dans les actes. Le premier véritable jour de grève massive auquel participent les enseignants a lieu le 12 février 1934. Elle prend place dans le cadre d'une grève générale contre le risque fasciste en France (après les émeutes du 6 février 1934). La FUE y prend toute sa part et *L'École Émancipée* sert à mobiliser.

Intersectoriel et interpro.

Les militantes unitaires ont pris conscience très tôt de l'importance pour les enseignantEs de se lancer dans la bataille sociale, avec le reste de ce qu'ils/elles appellent "*le prolétariat administratif*", c'est-à-dire les fonctionnaires. Mais la Fédération était trop faible numériquement pour pouvoir véritablement mettre ce projet à exécution. Ils/elles ont néanmoins été moteurs dans l'appropriation de l'idée d'un rapport de force nécessaire dans l'éducation comme dans les autres secteurs entre les salariéEs et leur employeur, l'État, dans l'idée de grève par le corps enseignant.

On doit relever aussi l'investissement interprofessionnel des enseignantEs du FUE. Beaucoup s'investissent dans la structure interprofessionnelle de la CGT U comme les UD. Cornec anime la grève générale de Pont l'Abbé d'avril 1925 avec des victoires en terme d'augmentation de salaires dans beaucoup de secteurs ouvriers de la ville. En plus de la solidarité avec les luttes ouvrières, les instituteurs/trices engageront un travail de propagande spécifique en direction des combats paysans qui apparaissent de plus en plus importants.

3) Un héritage pédagogique d'une richesse exceptionnelle et toujours vivace

Mais le principal moyen de militance de la FUE reste la pédagogie portée par *L'École Émancipée* où ces efforts ont été fructueux et constructifs. Même si on doit constater que la violence des luttes de tendance due aux stalinienEs a parfois entamé l'ardeur constructive du syndicat au niveau pédagogique, la FUE laisse un héritage pédagogique exceptionnel. Les débats de tendances ont en effet traversé la pédagogie, mais sans recouper forcément les positionnements habituels. Par exemple les soutiens à Freinet ont souvent réuni des partisanEs des deux minorités (syndicaliste-révolutionnaire et stalinienne) - pourtant ennemis jurés - contre la majorité fédérale.

Eduquer en se mettant au service de la classe ouvrière, pour rendre possible une société socialiste : la période de l'entre-deux-guerres va s'avérer particulièrement propice au développement de cet objectif du syndicalisme enseignant originel. L'après première guerre mondiale voit se développer puissamment le mouvement de "*l'éducation nouvelle*". Plaidant pour que les enfants apprennent dans la joie et la liberté, il veut transformer les apprentissages pour former un individu capable de constituer une société juste et solidaire. Il cherche théoriquement - voire scientifiquement - les

conditions de possibilité de cette éducation. Il peut les mettre en pratique dans des écoles nouvelles. Après le premier conflit mondial ce mouvement enthousiasme des éducateurs, psychologues, médecins etc. qui souhaitent que cette boucherie soit la dernière et qui veulent régénérer la société par l'école.

La pédagogie comme "action directe" au service d'une transformation sociale

Pour les syndicalistes révolutionnaires, l'action directe par excellence qui relève de leur champ de compétence est la pédagogie de transformation sociale, la mise en place d'une contre éducation ouvrière. Ils ne pouvaient qu'être touchés par l'engouement des tenants de l'éducation nouvelle. On trouve d'ailleurs dans *L'École Émancipée* de cette époque de nombreux comptes rendus d'ouvrages de ces pédagogues - Decroly, Ferrière, Cousinet, Montessori etc. Il y est aussi relaté des expériences faites en classes par les enseignantEs syndiquéEs qui s'inspirent des théories des tenants de l'éducation nouvelle. Il y a même des correspondances avec eux. Delaunay militant de la minorité unitaire "Ligue Syndicaliste" de la FUE et rédacteur à l'École Emancipée, très porté sur la pédagogie, écrit aussi dans leurs revues et participe directement à leur mouvement (réunions, congrès etc.).

Il semble y avoir convergences de vues. Pourtant les syndicalistes révolutionnaires émettent d'importantes réserves envers l'éducation nouvelle. L'idée de changer la société en changeant l'école leur semble intenable. En matérialistes, ils soutiennent qu'il faut changer le mode de production pour que l'institution scolaire souhaitée par l'éducation nouvelle - de liberté et de solidarité - puisse advenir. De plus, ils trouvent ce point de vue naïf, voire dangereux. En effet l'éducation nouvelle est amenée à conduire ses expériences dans des écoles réservées à des élites, à la bourgeoisie. Elles sont coupées des classes populaires et de leur vécu et peuvent même être disposées dans ce cadre à former les classes dirigeantes à mieux exploiter le prolétariat.

En plus de l'éducation nouvelle la FUE hérite d'une tradition de pédagogie expérimentale de l'instruction publique française (Buisson et Lapie) et surtout d'expériences éducatives du mouvement ouvrier : les bourses du travail, l'orphelinat de Cempuis de Paul Robin, *la Ruche* de Sébastien Faure, *l'École Moderne* de Francisco Ferrer. Avec la CGT U et des organisations proches elle s'investira dans l'orphelinat "*L'Avenir Social*" mis en place par la libertaire Madeleine Vernet.

Une revue au service des enseignantEs n dans la conduite de la classe

Le pédagogue dont elle a le plus titré parti est le docteur Decroly avec sa théorie des "*centres d'intérêts*". Il faut adapter l'enseignement à ce qui intéresse naturellement les enfants et faire du lien autour de cela de manière interdisciplinaire. C'est particulièrement visible dans la rubrique Vie scolaire de *L'École Émancipée* qui propose aux lecteurs des cours écrits par des militantEs. La revue fédérale concrétise des visées pédagogiques par cette partie qui peut être détachée pour servir pratiquement à la préparation de sa classe et pouvoir ainsi la conduire sur un mode syndicaliste.

En plus *L'École Emancipée* compte une rubrique, bien fournie, la "*Vie pédagogique*", véritable terrain de développement et de recherche en sciences de l'éducation. Les théories pédagogiques y sont détaillées, certaines y prennent naissance. Des expérimentations y sont décrites. Enfin, à partir de 1923, suite à des débats de congrès sur la lecture, les bibliothèques et la littérature de jeunesse, la FUE décide que *L'École Émancipée* va publier un mensuel pour la jeunesse sous forme de petites brochures racontant chacune une histoire. Ce seront les *Editions de la Jeunesse*. En 1933, elles prendront la forme d'un journal pour enfant plus classique et deviendront alors les *Lectures de la Jeunesse*. Des souvenirs d'enfance de grands écrivains sont publiés, mais aussi des récits de militants comme Freinet, voire de classes. Les illustrations, les partitions parfois (musique destinée à être chantée aux fêtes d'écoles), l'édition, incombent aux militantEs ou à des sympathisantEs.

La mutualisation et la diffusion des outils pédagogiques

On peut aussi signaler les réalisations de syndicalistes comme Beau ou Baylet sur *l'enseignement vivant par l'aspect*, avec des collections de cartes pouvant être projetées en classe et proposées aux syndiquéEs qui peuvent aussi coopérativement mettre leur propre matériel à disposition de la collectivité syndicale. La FUE a également édité un "*Manuel d'histoire*"* se voulant le support d'un enseignement matérialiste, qui valorise les luttes et la solidarité populaire. Elle mènera campagne pour qu'il puisse être utilisé en classe.

La radio, le cinéma seront aussi thématiques et utilisés. Surtout dans ce qu'il est convenu d'appeler "**le mouvement Freinet**" dont il reste à parler tant il fut original et lié au syndicalisme unitaire. (voir encart *Freinet, les années École Émancipée*). Toujours est-il, qu'elle soit d'inspiration decrolyenne ou freinetiste, la pédagogie s'est épanouie dans *L'École Émancipée* et la FUE.

Elle s'est aussi déclinée avec les Groupes de jeunes, dans des activités plus accessibles et utiles aux enseignantEs débutantEs qui ont mutualisé leurs efforts avec des cahiers roulants, dans les Groupes féministes avec des préoccupations plus axées sur l'éducation sexuelle ou les enfants dits "nerveux" (voir les études parues dans le *Bulletin des groupes féministes*, en suppléments de *L'École Émancipée*), ou chez le Comité des professeurs, avec la critique de l'idéologie dominante notamment la sociologie telle qu'elle était enseignée dans les Écoles normales etc.

Une revue aux avant-postes de la bataille sociale dans un syndicalisme revendicatif, pédagogique et politique

La FUE et son organe *L'École Émancipée* ont eu une histoire riche en débats idéologiques, même s'ils furent sans doute parfois trop violents à cause des staliniens. Elle a su proposer des revendications ambitieuses et justes qu'elle a néanmoins eu des difficultés à faire aboutir notamment à cause du faible nombre de ses adhérentEs – qui a varié entre 3000 et 5000. Elle s'est toujours trouvée en première ligne de toutes les batailles sociales. Enfin ses réalisations pédagogiques ne peuvent que forcer l'admiration. On y voit de fines analyses, un investissement productif ainsi que de riches débats. Les œuvres produites sont innovantes et sérieuses.

On sent à quel point les idées étaient importantes pour les enseignantEs syndicalistes révolutionnaires et/ou communistes de l'époque qui s'investissaient corps et âme dans un militantisme au rythme soutenu. Leurs activités diverses s'éprouvaient sous la bannière du syndicalisme - que ce soit le social, le revendicatif, le politique et le pédagogique. Leurs pratiques solidaires auguraient d'une société coopérative. Leurs successeurEs veulent contribuer aujourd'hui encore à la bâtir ...

Gaëtan Le Porho

Les "*années École Émancipée*" de Freinet

Très investi syndicalement, Freinet, secrétaire départemental dans les Alpes Maritimes en 1926, a écrit de nombreux textes dans *L'École Émancipée* (1). Il a été secrétaire de la sous commission pédagogique fédérale relative à "*l'enseignement vivant*". Autant dire qu'il fut l'un des principaux animateurs de l'action pédagogique de la FUE et de sa revue au sein de laquelle ses idées et ses pratiques éducatives sont nées et se sont épanouies. Mais elles ont fini par entrer en conflit avec les dirigeants majoritaires de la FUE.

Dans ses articles Freinet a analysé et pris en compte, parfois de manière critique, mais le plus souvent avec des éloges, ce qui se faisait de plus avant-gardiste dans la recherche en éducation (Decroly, Ferrière, Cousinet, Montessori etc.). Il a voyagé en Russie pour voir comment se pratiquait concrètement l'éducation en pays dit communiste et y a étudié la théorie soviétique des complexes. Bref il a contribué à rendre vivante et dynamique la rubrique "*Vie pédagogique*" de *L'École Émancipée*.

Il y a décrit son enthousiasme face à sa découverte de l'intérêt pour les apprentissages tant sociaux que scolaires de l'utilisation de "*l'imprimerie à l'école*" et analysé ses progrès dans l'organisation de sa classe autour de cette imprimerie. La rubrique "*Vie scolaire*" de *L'École Émancipée* a publié des textes d'enfants écrits avec cette technique. Seulement ses recherches se sont tant développées et ses idées ont tant innové que les membres de l'équipe responsable de *L'École Émancipée* refusèrent d'insérer certains de ses articles. Prétendaient un manque de place ils finirent néanmoins par avouer que ce type d'approche leur semblait aller trop loin dans l'autodétermination par les enfants de leurs apprentissages.

Entre temps Freinet avait constitué une coopérative d'imprimerie scolaire, qui éditait un bulletin censé au début n'être qu'utilitaire, le pédagogique et le théorique étant du domaine de *L'École Émancipée*. Mais plus les chemins de la revue fédérale et de Freinet vont s'écarter, plus ce dernier va s'investir dans ce qui va devenir une véritable revue pédagogique autonome "*L'imprimerie à l'école*" qui deviendra en 1932 "*L'éducateur prolétarien*". Revue intégrant d'autres outils comme le cinéma, la radio, les expositions, la correspondance scolaire... La coopérative d'échange, d'achat d'imprimerie, puis d'appareil cinématographique, nommée Coopérative de l'enseignement laïque CEL, née statutairement au sein de la FUE, prendra aussi son indépendance. L'équipe de *L'École Émancipée* va d'ailleurs accuser Freinet de vider la partie pédagogique de la revue fédérale.

Beaucoup de militantEs de la FUE sont aussi des militantEs du mouvement Freinet mais celui-ci qui a pris son indépendance par rapport au syndicalisme unitaire de la FUE, s'ouvre à des syndiquéEs du Syndicat national S.N-CGT (alors rejoint par les militantEs syndicalistes révolutionnaires qui ont quitté la FUE à cause de son attitude sectaire) et à des chercheurEs et praticiennes de l'éducation active.

G. LP

(1) *Les années École Émancipée de Célestin Freinet 1920 - 1936*.

Fac-similé des articles publiés dans la revue). 1996 Paris,
E.D.M.P. Deuxième édition revue et augmentée 2004.